Nonviolent Peaceforce

NONVIOLENT PEACEFORCE EN RDC

- QUI SOMMES-NOUS 02
- CE QUE LES COMMUNAUTÉS DU SUD-KIVU NOUS DISENT 02
- L'INTERVENTION CIVILE DE PAIX EN PRATIQUE 06
- VOTRE SOUTIEN EST ESSENTIEL 11



Qui sommes-nous

Nonviolent Peaceforce (NP) en République démocratique du Congo protège les civils au cœur des conflits, sans armes. Notre approche, l'Intervention Civile de Paix (ICP), repose sur des relations de confiance, une présence protectrice et un engagement direct auprès des communautés et des acteurs armés, afin de prévenir la violence et d'en réduire les conséquences.

Partout où nous intervenons, notre action est guidée par les principes de solidarité, d'autonomie des personnes et d'humilité. Concrètement, cela signifie que nous écoutons, et que c'est par l'écoute que nous construisons la confiance. Les communautés savent mieux que quiconque ce qui les menace et ce qui assure leur sécurité. Notre rôle est de les accompagner.

Ce que les communautés du Sud-Kivu nous disent

Depuis 2025, nous travaillons avec les communautés du Sud-Kivu, notamment à Kalehe et à Kalonge. Nous avons entendu, et constaté, ce que vivent les gens en matière de sécurité. Entre avril et septembre 2026, voici ce qu'ils nous ont dit.

Elles nous disent que le conflit les atteint même loin des lignes de front. Dans les hauts plateaux de Kalehe, des villages changent de mains au gré des combats que se livrent les groupes armés pour le contrôle du territoire et des axes stratégiques. L'artillerie lourde et, de plus en plus, les drones de combat menacent les zones habitées. Des habitations, des écoles et des centres de santé sont endommagés, privant la population de services bien après la fin des combats. Loin du front, les civils subissent pillages, extorsions et restrictions de mouvement. En septembre, les voyageurs entre Bunyakiri et Kalonge passaient six barrages routiers sur un seul trajet, en payant environ 1 000 CDF (0,44 USD) à chacun, soit 6 000 CDF (2,64 USD) au total, un fardeau écrasant pour des ménages qui peinent déjà à se nourrir et à couvrir leurs autres besoins essentiels. Ces barrages renchérissent aussi le transport des marchandises, ce qui fait grimper davantage les prix dans des communautés où la nourriture est déjà de moins en moins abordable. Sous contrôle armé, des personnes sont arrêtées pour avoir manqué des travaux communautaires obligatoires, contraintes de participer à des manifestations politiques ou intimidées pour avoir remis en question l'autorité armée. Une accusation de collaboration avec un groupe adverse, parfois pour avoir simplement rendu visite à des proches, peut conduire à la détention, à la torture ou à la disparition. Elles nous disent que le conflit ne se manifeste pas seulement par les tirs, mais qu'il a bouleversé l'ensemble de la vie civile. Les récits de tortures, de disparitions et de meurtres renforcent la crainte que même les activités les plus ordinaires puissent éveiller les soupçons.

Elles nous disent que leurs moyens de subsistance s'effondrent. L'insécurité éloigne les familles de leurs champs, de leur bétail et des marchés, coupe les routes commerciales et fait flamber les prix. Un commerçant de Tchofi nous a expliqué comment les combats dans les hauts plateaux de Kalehe avaient transformé le commerce le long du lac Kivu. Autrefois, les gens descendaient des collines avec de l'or, du lait et des produits agricoles pour les échanger contre du poisson et des biens manufacturés. Aujourd'hui, nombre d'entre eux arrivent les mains vides, déplacés par les combats. À Kasheke, les habitants nous ont dit que 10 000 CDF (4,40 USD) n'achètent plus que la moitié de la farine qu'ils obtenaient auparavant. Les familles s'endettent, revendent une partie de leurs rations alimentaires ou portent des sacs sur les sites de distribution en échange d'une mesure de riz ou de haricots. Des enfants cassent des pierres sur les sites d'extraction ou manquent l'école parce que leurs familles ne peuvent pas assumer les frais d'école. Cette perte de moyens de subsistance durables rend les gens toujours plus dépendants de l'aide humanitaire, alors même qu'ils ont conscience qu'elle ne saurait remplacer une économie locale qui fonctionne. En somme, les gens nous disent que la guerre détruit peu à peu les moyens mêmes dont ils disposent pour échapper à la pauvreté.

Elles nous disent que fuir les combats ne met pas fin à leurs épreuves. L'Organisation internationale pour les migrations estimait à 1,09 million le nombre de personnes déplacées internes au Sud-Kivu à la mi-2026, dont près de 336 000 dans le territoire de Kalehe. Beaucoup se sont réfugiées sur les rives du lac, où des familles d'accueil, qui ont elles-mêmes très peu, hébergent des milliers de nouveaux arrivants. Le déplacement prolongé rend le relèvement de plus en plus difficile pour les unes comme pour les autres, d'autant que les personnes déplacées arrivent sans récoltes, sans bétail, sans économies ni emploi stable. En septembre, des familles déplacées du village de Bulengo, à Kasheke, nous ont raconté qu'elles s'étaient d'abord réfugiées près d'une position militaire, avant de repartir par crainte d'être perçues comme associées aux soldats gouvernementaux et d'essuyer des représailles. Elles ont indiqué n'avoir reçu aucune assistance durant leur déplacement, et deux enfants parmi elles sont morts au cours des trois derniers mois faute de soins médicaux. À Katashola, plus de 800 ménages déplacés dépendent d'une seule borne-fontaine, et les femmes et les enfants font la queue dès cinq heures du matin pour obtenir parfois à peine 20 litres d'eau. Pendant ce temps, les abris de fortune offrent une protection dérisoire contre les pluies, et les écoles comme les centres de santé peinent à accueillir une population en augmentation.

Elles nous disent que la pénurie et la peur dressent les voisins les uns contre les autres. Les litiges portant sur la terre, l'eau, les dettes et l'aide sont plus difficiles à résoudre quand la pauvreté s'aggrave et qu'une justice crédible est hors de portée. À Amani, un différend entre deux femmes pour seulement 20 000 CDF (8,80 USD) a dégénéré en accusations de sorcellerie. Lors des distributions humanitaires, nous avons vu des familles amener des enfants gravement malades plutôt que de risquer des rations réduites, et cette pression est devenue meurtrière. En août, un enfant de huit mois, déjà malade, est mort après avoir été amené sur un site de distribution à Mushonezo. En juillet, une bagarre entre deux femmes sur un site de distribution a fait perdre son enfant à naître à l'une d'elles. À Kalonge et à

Kasheke, des rumeurs non vérifiées d'attaques imminentes ont poussé des familles à fuir, abandonnant leurs biens et s'exposant au vol, tandis que les accusations de collaboration avec des groupes armés entraînent dénonciations et menaces de vengeance. Ces accusations peuvent avoir des conséquences mortelles, en particulier là où la violence collective reste impunie. En septembre, un jeune homme accusé d'avoir volé une radio aurait été battu à mort par une foule à Idjwi, puis son corps brûlé, en présence d'enfants. Ces formes de violence ne sont pas nouvelles, et tous les incidents ne peuvent pas être attribués à la guerre. Mais ce que les gens nous disent, c'est que la grande disponibilité des armes, l'implication d'acteurs armés dans les affaires civiles et l'accès limité à une justice crédible font que des différends qui auraient pu être réglés par les mécanismes communautaires deviennent mortels.

Elles nous disent que les femmes et les filles supportent une part particulièrement lourde du danger. À Kalonge, les membres des équipes de protection soutenues par NP décrivent les violences sexuelles comme une réalité quotidienne, mais de nombreuses survivantes se taisent par crainte de la stigmatisation, des représailles ou du rejet de la part de leur mari et de leur famille. La menace du viol façonne le quotidien et restreint non seulement la liberté de mouvement des femmes, mais aussi leur capacité à gagner leur vie et à nourrir leur famille. À Kaboneke, des femmes nous ont dit éviter les champs les plus fertiles par peur d'être agressées : elles cultivent des terres moins productives, plus proches de chez elles, ou se déplacent en groupe. Des membres des communautés ont également tiré la sonnette d'alarme sur l'exploitation sexuelle des adolescentes, les grossesses précoces et la déscolarisation. Entre avril et septembre 2026, les équipes de NP ont accompagné des



© NP RDC 2026

survivantes, dont de très jeunes enfants, pour accéder à des soins médicaux urgents et à des services spécialisés. Dans un seul village, nous avons accompagné plus de sept survivantes vers des services adaptés en trois mois seulement. Même là où une assistance existe, la peur, l'insécurité et la difficulté d'accéder aux centres de santé peuvent empêcher les survivantes de recevoir des soins à temps.

Elles nous disent qu'elles font face à bien plus que l'insécurité physique. Le choléra, les inondations et l'épidémie d'Ebola aggravent la situation. Le choléra a fait des victimes dans des communautés riveraines du lac comme Ishovu, où l'eau potable reste rare. Les feux de brousse, les tempêtes et les inondations ont détruit des habitations et des cultures, tandis que l'épidémie d'Ebola a entravé les déplacements et mis à rude épreuve les services de santé. De telles crises seraient graves en toutes circonstances. Un conflit prolongé les rend encore plus difficiles à surmonter : les ressources des ménages sont épuisées, les services publics débordés et l'accès humanitaire restreint. Derrière tout cela se cache un fardeau silencieux de traumatismes et de deuils. Nous avons rencontré des personnes exprimant des pensées suicidaires, dans des lieux où le soutien psychosocial est rare. Les communautés nous montrent que des années de violence, de deuils, de déplacements et d'incertitude ont laissé beaucoup de personnes aux prises avec de profonds traumatismes et une grande détresse.

Elles nous montrent aussi qu'elles n'attendent pas d'être sauvées. Pour les civils du Sud-Kivu, le coût de cette guerre se mesure non seulement en vies perdues et en personnes déplacées, mais aussi en champs laissés en friche, en enfants privés d'école et en efforts quotidiens pour éviter le danger. Un règlement politique reste indispensable, mais ses perspectives sont incertaines, et les négociations de paix à elles seules ne peuvent répondre aux menaces immédiates auxquelles les civils sont confrontés aujourd'hui. En attendant, les communautés se protègent les unes les autres. Les femmes se déplacent ensemble pour réduire leur exposition à la violence. Des familles hébergent leurs voisins déplacés alors qu'elles ont elles-mêmes très peu. Les gens se transmettent des alertes, médient des conflits et, dans de rares cas, prennent le risque d'engager directement le dialogue avec des acteurs armés pour assurer leur sécurité et celle des autres. Leur capacité à résister à de nouveaux chocs subit une pression croissante, mais elle n'a pas disparu. C'est sur cette force que s'appuie l'approche de NP, l'Intervention Civile de Paix (ICP). Elle consiste à comprendre les menaces locales et à travailler avec les communautés pour élaborer des réponses concrètes.

Avec les équipes communautaires de protection et les équipes de protection des femmes, nous misons sur des relations de confiance et un engagement direct, et non sur les armes, pour prévenir la violence et en réduire les conséquences. **Votre soutien nous permet d'accompagner les communautés dans leurs efforts pour se protéger et pour investir dans un avenir plus paisible.**

L’Intervention Civile de Paix en pratique

À quoi ressemble concrètement la protection des civils sans armes ? Dans le Sud-Kivu, NP travaille aux côtés des communautés pour identifier les menaces, prévenir la violence et résoudre les conflits grâce à une série de méthodes pratiques et non violentes. Les exemples suivants illustrent certaines de ces approches : la présence protectrice, l’alerte précoce et la lutte contre les rumeurs, ainsi que la médiation et le dialogue. Ils montrent comment elles fonctionnent, pourquoi elles peuvent être efficaces et ce qu’elles ont permis d’accomplir sur le terrain.

Patrouilles et présence protectrice : comment la présence permet de prévenir la violence

À Muhongoza, dans le Sud-Kivu, les tensions entre les familles déplacées et les communautés d’accueil avaient dégénéré en incidents à répétition, notamment des menaces verbales et l’incendie d’abris. La peur entravait de plus en plus la vie quotidienne : les personnes déplacées n’osaient plus se rendre au marché de la ville, tandis que certains membres des communautés d’accueil craignaient de traverser les camps de déplacés pour atteindre leurs champs.

Nous avons mis en place des patrouilles de présence protectrice ciblées, aux endroits et aux moments où les tensions étaient les plus vives. Ces patrouilles étaient volontairement irrégulières, de sorte que les auteurs potentiels de violences ne pouvaient pas prévoir quand les équipes d’NP seraient présentes. Cette présence visible mais imprévisible a contribué à une baisse des incidents violents. Les échanges menés pendant les patrouilles nous ont permis de suivre l’évolution des risques et de nouer des relations avec les communautés d’accueil comme avec les communautés déplacées. À mesure que la violence reculait, la confiance dans l’approche non violente de NP a grandi, de même que la conviction qu’il était possible de résoudre pacifiquement les tensions sous-jacentes. Cela nous a permis de faciliter un dialogue entre les deux communautés, qui ont identifié leurs préoccupations communes et convenu de mesures concrètes pour s’attaquer aux sources de tension et améliorer leurs relations.

Comment cela fonctionne

Les patrouilles et la présence protectrice sont une stratégie centrale de l’Intervention civile de paix (ICP). Elles reposent sur la présence délibérée de personnel de protection civil, formé et impartial, dans les lieux et aux moments où les civils sont exposés à des risques accrus. Menées à pied ou en véhicule, elles peuvent répondre à une menace précise ou à une alerte précoce, ou bien suivre de manière proactive l’évolution des dynamiques de protection et maintenir une présence au sein des communautés.

Leur effet protecteur repose sur plusieurs mécanismes qui se renforcent mutuellement :

1. **Dissuader le recours à la violence par une présence tiers :** la violence et les abus sont souvent plus faciles à commettre lorsqu'ils passent inaperçus et paraissent sans conséquence. La présence d'un tiers indépendant et reconnu signifie que les auteurs potentiels savent que leurs actes peuvent être observés, signalés ou portés à la connaissance des autorités et d'autres acteurs influents. Cela peut réduire l'espace dans lequel la violence peut s'exercer.
2. **Créer un environnement plus sûr pour les civils :** la présence peut réduire l'exposition immédiate aux menaces et aider ainsi les gens à faire ce qu'ils éviteraient autrement : emprunter un itinéraire particulier, accéder aux marchés ou aux services, aller chercher de l'eau ou participer à la vie communautaire. Elle ne remplace pas les propres stratégies de protection des personnes, mais elle crée un espace dans lequel les civils peuvent exercer davantage d'autonomie sur leur propre sécurité.
3. **Observer, écouter et détecter précocement les risques :** les patrouilles sont interactives. Les équipes de NP s'entretiennent avec les femmes, les hommes, les jeunes, les responsables communautaires et les autres personnes qu'elles rencontrent, ce qui nous permet de comprendre en temps réel comment les gens vivent la sécurité. Une présence régulière peut révéler des menaces émergentes, des rumeurs, des tensions et des changements de comportement des acteurs armés qui n'apparaîtraient pas forcément dans les circuits de signalement formels.
4. **Bâtir les relations qui rendent la protection possible :** l'ICP repose sur la confiance et l'acceptation. Une présence régulière nous permet de tisser des liens non seulement avec les communautés, mais aussi avec les autorités, les acteurs de la sécurité, les acteurs armés et les autres parties prenantes dont le comportement peut influer sur la sécurité des civils. Avec le temps, ces relations donnent accès à des informations et à des canaux d'influence qui peuvent être mobilisés lorsqu'une menace pèse sur la protection des civils.

Ce que la présence protectrice nous a appris

La protection n'exige pas la menace de la force. Une présence stratégique et visible peut directement réduire les occasions de violence et modifier les calculs des auteurs potentiels. Par ailleurs, les relations et la confiance construites parallèlement à cette présence renforcent son effet protecteur, tout en ouvrant la voie à des solutions durables aux conflits, portées par les communautés.

Systèmes d’alerte et de réponse précoce et lutte contre les rumeurs : protéger en anticipant les menaces

À Kasheke, dans le Sud-Kivu, les communautés sont régulièrement menacées par des incursions armées venues des hauts plateaux environnants. Lorsque des alertes annonçant l’approche de combattants se propagent, les familles ont souvent fui précipitamment vers le lac Kivu, dans l’espoir de le traverser pour se mettre à l’abri. Ces mouvements soudains comportent des risques importants pour les personnes en fuite : des enfants peuvent être séparés de ceux qui s’occupent d’eux, des personnes peuvent être exposées à la violence en chemin, et le transport sur le lac n’est pas toujours disponible ni abordable. De fausses alertes ont aussi été propagées délibérément pour chasser les habitants de chez eux, ce qui permet à des voleurs de piller les biens laissés sur place.

Avec NP, certains habitants de Kasheke se sont réunis pour mettre en place un système communautaire d’alerte précoce et de réponse précoce (SAP), qui organise la protection à l’échelle des ménages et des quartiers. Lors des évacuations, les adultes se sont mis d’accord pour prendre en charge les enfants à proximité plutôt que de retarder le départ pour chercher les leurs, en comptant sur le fait que leurs voisins feront de même. La communauté a repéré des itinéraires d’évacuation plus sûrs et conclu à l’avance des accords avec les piroguiers et les propriétaires de bateaux, ce qui réduit les délais et le risque d’exploitation. Les familles ont également préparé les documents essentiels, de l’argent et des provisions, et réfléchi à la manière de protéger les biens laissés derrière elles.

Au fil de ce processus, les membres de la communauté ont aussi renforcé leur capacité à distinguer les menaces crédibles des rumeurs. Grâce à des contacts de confiance dans les zones voisines, ils recoupent les alertes avant de décider de fuir ou non. Entre avril et septembre 2026, cela a permis à la communauté d’éviter des déplacements inutiles à au moins deux reprises, lorsque les alertes se sont révélées infondées. Le résultat : une communauté mieux préparée à réagir quand le danger est réel, et moins exposée à la peur et à la manipulation quand il ne l’est pas.

Comment cela fonctionne

Les systèmes d’alerte précoce et de réponse précoce (SAP) permettent aux communautés d’anticiper les menaces et d’agir pour se protéger avant que la violence ne survienne. Leur efficacité repose sur trois fonctions interdépendantes :

1. **Détection précoce :** des observateurs communautaires suivent les signes avant-coureurs et l’évolution du contexte sécuritaire à l’aide d’indicateurs prédéfinis, propres au contexte et définis par la communauté elle-même, en s’appuyant sur les connaissances locales et des réseaux de confiance. Cela laisse le temps de se préparer avant que la violence ne les atteigne.

2. **Vérification de l'information et lutte contre les rumeurs :** les communautés recoupent les alertes pour en évaluer la crédibilité. C'est essentiel dans les contextes où de fausses rumeurs peuvent à elles seules provoquer des déplacements, des mouvements de panique ou des violences de représailles. Une vérification rigoureuse et une communication soignée permettent d'éviter les réactions nuisibles face à la désinformation, sans pour autant écarter les menaces réelles.
3. **Réponse précoce coordonnée :** les communautés établissent à l'avance des plans, des responsabilités et des canaux de communication, afin que les ménages puissent agir rapidement et collectivement en cas de danger. Même lorsqu'une attaque ne peut être évitée, la préparation peut réduire l'exposition à la violence, les séparations familiales et d'autres préjudices.

Contrairement aux systèmes qui dépendent des autorités de l'État ou des forces de sécurité pour répondre aux alertes, les SAP communautaire place ces capacités directement entre les mains des civils. Les ménages et les voisins organisent leur propre protection en s'appuyant sur leurs relations, leurs connaissances et leurs ressources locales, ce qui rend possibles des réponses efficaces même en l'absence de protection extérieure.

Ce que les systèmes d'alerte et de réponse précoce et la lutte contre les rumeurs nous ont appris

L'alerte précoce n'est protectrice que si les gens peuvent agir en conséquence. De même, les rumeurs non vérifiées peuvent engendrer du danger. L'exemple de Kasheke montre comment les communautés peuvent se préparer face aux menaces réelles tout en évitant les déplacements inutiles causés par de fausses alertes. En plaçant la capacité d'évaluer les risques et d'y répondre entre les mains des communautés elles-mêmes, ces approches rendent la protection plus immédiate, mieux ancrée localement et moins dépendante des acteurs extérieurs.



Médiation et dialogue : transformer les conflits par la confiance

À Muhongoza, dans le Sud-Kivu, les tensions entre les familles déplacées installées sur la plantation de Katashola et la communauté d'accueil avaient dégénéré en menaces, incendies criminels et restrictions de mouvement. Les différends fonciers et liés aux moyens de subsistance, aggravés par la méfiance et l'effondrement des mécanismes locaux de résolution des conflits, avaient conduit les deux communautés à ne plus vouloir se parler.

Dans l'immédiat, les patrouilles de présence protectrice de NP ont contribué à réduire la violence et à assurer la sécurité des habitants. Ce premier effort, ainsi que la confiance et les relations qui s'y sont construites, ont permis aux équipes de NP de s'orienter vers une résolution plus profonde du conflit. Nos équipes ont mené plus de dix cycles de diplomatie de la navette : elles ont rencontré les parties séparément, écouté leurs griefs et instauré peu à peu la confiance nécessaire au dialogue. Plutôt que de désigner des médiateurs extérieurs, NP a invité les deux communautés à proposer des personnes en qui elles avaient confiance. Nous avons ensuite travaillé aux côtés de ces médiateurs choisis localement, en leur apportant mentorat, coordination, appui à la facilitation et accompagnement protecteur, afin de créer les conditions d'un dialogue constructif.

Les communautés ont fini par conclure un accord signé, qui a rétabli la liberté de mouvement et l'accès aux marchés et aux terres agricoles et, surtout, des mécanismes locaux de résolution des différends. Les ménages anciennement déplacés sont désormais reconnus comme des membres à part entière du village, et le camp de Katashola a été rebaptisé « avenue Katashola ». Des femmes des deux communautés se sont constituées en une Équipe de paix des femmes commune. Et aucun nouvel incident de violence intercommunautaire n'a été signalé depuis janvier 2026.

Comment cela fonctionne

Dans le cadre de l'ICP, la médiation et le dialogue ne sont pas des activités isolées. Ils s'inscrivent dans une approche plus large qui combine la prévention immédiate de la violence, l'engagement stratégique et le renforcement des capacités locales afin de transformer le conflit. Trois éléments sont particulièrement importants :

1. **Créer les conditions du dialogue grâce à des méthodes complémentaires de l'ICP :** le dialogue ne peut être efficace tant que les parties se sentent menacées ou craignent d'entrer en contact. L'ICP mobilise différents outils à différents stades d'un conflit pour réduire les risques immédiats et ouvrir un espace d'échange constructif. Selon les circonstances, il peut s'agir de la présence protectrice, de l'interposition, de la lutte contre les rumeurs, de la désescalade ou de la diplomatie de la navette. Ces méthodes peuvent aussi être utilisées après un accord pour prévenir une reprise de la violence et soutenir sa mise en œuvre.

2. **Faire des relations un moyen de protection et d'influence :** l'ICP repose sur un engagement durable et impartial auprès des acteurs impliqués dans un conflit. En gagnant leur acceptation et en comprenant leurs intérêts, leurs craintes et leurs motivations, NP crée des canaux de communication et des possibilités d'influencer les comportements qui seraient sinon fermés. Ce profond investissement dans les relations humaines permet d'engager le dialogue même entre des parties profondément divisées, en modifiant peu à peu ce qu'elles jugent possible.
3. **Ancrer la légitimité et l'appropriation dans les communautés :** plutôt que d'imposer des médiateurs ou des solutions venus de l'extérieur, NP travaille avec les communautés pour identifier et renforcer les personnes et les mécanismes en qui elles ont déjà confiance. Grâce au mentorat, à l'appui à la facilitation et à l'accompagnement, NP aide les acteurs locaux à mener le processus, à négocier leurs propres accords et à développer les capacités nécessaires pour gérer les différends futurs. Cette légitimité locale rend les accords plus crédibles et donne aux communautés un intérêt direct à les faire durer.

Ce que la médiation et le dialogue nous ont appris

À Muhongoza, la présence protectrice a ouvert un espace de dialogue, tandis qu'un engagement soutenu et l'appropriation par les communautés ont rendu la réconciliation possible. En combinant une protection immédiate et un investissement dans une résolution des conflits menée localement, l'ICP peut faire plus qu'interrompre la violence : elle peut aider à transformer les relations et les dynamiques qui l'entretiennent.

Votre soutien est essentiel

Les communautés du Sud-Kivu n'attendent pas qu'on vienne les sauver. Elles apprennent à batir la paix ensemble, se protègent déjà les unes les autres, et les dangers auxquels elles font face aujourd'hui ne peuvent pas attendre un règlement politique.

Votre soutien permet à NP de les accompagner. Il maintient une présence protectrice là où les tensions sont les plus vives, aide les communautés à distinguer les menaces réelles des rumeurs dangereuses, et renforce les équipes de protection en lesquelles les habitants ont déjà confiance. Par la confiance et l'engagement direct, et non par les armes, nous contribuons à prévenir la violence et à en atténuer les conséquences.